

FOOTBALL

Excédés par la violence, les arbitres du District menacent de faire grève

Les violences verbales et physiques se multiplient sur et en dehors des terrains. Craignant pour leur sécurité, certains directeurs du jeu veulent faire réagir l'opinion publique.

LES FAITS

• **Violences** Les terrains du Calaisis ont vu plusieurs épisodes de violences physiques ou verbales le week-end dernier notamment à Ardres, Guînes et Recques
• **Réaction** : le District Côte d'Opale a rédigé et envoyé ce jeudi un communiqué aux clubs pour les inciter à lutter contre ce phénomène. Un communiqué relayé par les clubs via les réseaux sociaux
• **Action** Certains arbitres du District envisagent un mouvement de grève le week-end prochain pour sensibiliser l'opinion publique au sujet de l'insécurité montante dont ils sont les principales victimes

l'importance de leur mission hebdomadaire qu'ils exercent auprès des footballeurs, dirigeants et spectateurs qui les prennent à partie chaque week-end, y compris dans les catégories de jeunes.

« PEUR DE PERDRE LE CONTRÔLE »

Arbitre depuis maintenant cinq ans et ancien joueur de football, le Calaisien avoue ne pas encore « craindre pour sa sécurité » lorsqu'il vient arbitrer une rencontre mais il reconnaît que l'environnement ambiant devient de plus en plus délétère. « J'ai arbitré l'équipe première d'un club du Calaisis trois fois dernièrement et j'ai toujours eu des soucis avec les joueurs ou leur public, confie-t-il. On peut faire des erreurs mais on est souvent confronté à des personnes, joueurs, entraîneurs ou supporters qui ne connaissent pas le règlement mais qui ne cessent de nous insulter ou nous agresser verbalement lorsqu'une décision ne leur convient pas ».

Ce que craint Éric, par-dessus tout, c'est de « perdre son contrôle et de basculer du mauvais côté » le jour où une personne viendra toucher à son intégrité physique sur un terrain et « de répondre à la violence par la violence ». Mais, plutôt que le conflit, il cherche surtout à renouer le dialogue, « même après des rencontres compliquées à gérer » entre lui, joueurs et dirigeants.

Lui et ses collègues attendent du District, et surtout de la commission de discipline, un message fort à leur rencontre avec, notamment, « plus de sanctions fortes et dissuasives » à l'encontre des agresseurs.

Les instances du District doivent les rencontrer et discuter avec leurs arbitres dans la semaine pour les rassurer et leur apporter leur soutien. ■ VINCENT PIHEN

*prénom modifié pour préserver l'anonymat de l'arbitre



Cyril Sagnier avait été gravement blessé au visage suite à l'agression qu'il a subie de la part d'un joueur de Vieille-Eglise la saison dernière. Joueur radié à vie il y a quelques mois par le District.

LE MESSAGE DU DISTRICT CÔTE D'OPALE

La répétition d'actes de violences verbales ou physiques, de menaces verbales graves sur les terrains ou autour des terrains à tous les niveaux du district depuis le début de la saison, inquiète les instances et les acteurs dans leur ensemble. Le phénomène - qui s'attaque aux fondements mêmes de notre sport et à ses valeurs universelles, comme le respect de l'adversaire et des officiels ou la tolérance - doit être dénoncé avec force. Une infime partie d'acteurs ou de spectateurs jette le discrédit sur de vrais passionnés (joueurs, entraîneurs, arbitres) et sur le sport le plus populaire en France. Nous voulons rappeler aux acteurs du football ainsi qu'au public sportif que nos terrains de jeu ne doivent pas servir de cadre à des actes de violence. Le football est régi par des règles que les arbitres sont chargés d'appliquer. En tant qu'humains, il peut parfois arriver qu'ils commettent des erreurs mais cela ne doit jamais donner l'occasion aux acteurs et aux supporters de basculer dans la violence. La violence constatée ne se limite pas aux conduites plus ou moins agressives observées dans des phases de jeu (taclé, obstruction, tirage de maillot, protection un peu rude etc.) mais bien aux agressions caractérisées entre joueurs, de joueur à arbitre, de dirigeant à arbitre, de spectateur à arbitre. Les instances disciplinaires prendront les mesures adéquates pour endiguer ce phénomène devenu trop fréquent depuis le début de saison. Mais ces dérives ne verront la fin qu'en agissant collectivement derrière un message « Tous Unis... Tous concernés », car c'est chacun des amoureux de football qui se sent, aujourd'hui, attaqué, et c'est TOUS ensemble qu'il nous faut lutter pour remporter la victoire contre la violence, qui n'a pas sa place ni dans un stade ni ailleurs ! Il nous faut faire VITE, très VITE... afin que notre football reste attractif et passionnant !

QUESTIONS A...



FRANCK PORET,
PRÉSIDENT DE
LA COMMISSION
DE DISCIPLINE

« Interdire certains supporters de stade »

Les terrains du Calaisis ont été touchés par une série de faits violents à l'encontre des arbitres. Est-ce un problème récurrent ? Heureusement non. Dans le District, 98 % des clubs ne posent pas problèmes et la grande majorité des rencontres se passent sans aucun problème. Le District Côte d'Opale est l'un des moins violents de France mais depuis deux semaines, nous constatons une hausse des dossiers que nous traitons, soit une quarantaine par semaine.

Pour quelles raisons ?

Les problèmes proviennent de plus en plus de personnes qui sont dans le public comme à Ardres, à Guînes ou lors du match Recques-Etaples. Notre communiqué publié jeudi est un geste de soutien auprès de nos arbitres mais aussi un moyen de sensibiliser ces clubs pour qu'ils agissent, surtout ceux qui reçoivent et qui doivent assurer la police des terrains et qui peuvent refuser ou faire sortir du stade des spectateurs agressifs. Le message a été bien perçu et relayé sur les réseaux sociaux. Nous discuterons avec les clubs de ces problèmes lors de notre assemblée générale en novembre.

Quand ce sont des footballeurs qui sont les agresseurs, la commission de discipline peut les sanctionner durement mais que faire quand il s'agit de spectateurs ?

Il existe un protocole fédéral, qui passe aussi par le pénal, qui peut s'appliquer aussi bien aux publics des clubs de Ligue 1 qu'à ceux des clubs de D7, à savoir interdire l'accès au stade une ou plusieurs personnes identifiées comme des fauteurs de troubles ou ayant commis une agression physique. Ils ne pourront plus accéder au stade de leur équipe mais aussi aux autres stades comme Bollaert par exemple. Cela devrait convaincre certains spectateurs de mieux se comporter autour d'un terrain de football.

RECQUES - ETAPLES HV : DÉCISION CE SAMEDI

Le 9 septembre dernier, la rencontre entre Recques et Etaples Haute-Ville était arrêtée à la 94ème minute suite à des menaces de mort proférées par des supporters étaplois (leur club dément) à l'encontre de l'arbitre assistant : « Ces supporters n'ont pas arrêté de l'insulter durant toute la seconde période, raconte un confrère de cet arbitre verbalement agressé. Dans les arrêts de jeu, il signale un hors-jeu mais l'arbitre central ne le voit pas, siffle ensuite un penalty pour Etaples qu'il annule ensuite justement du fait de la position de hors-jeu. C'est là que les menaces de mort ont été proférées ». La commission de discipline du District Côte d'Opale donnera les résultats de son enquête ce samedi 20 octobre. Concernant les dossiers d'Ardres (arbitre bénévole frappé mais qui aurait passé son temps à provoquer le public selon certains témoignages), de Guînes (insultes racistes qui auraient été proférées par des supporters de Calais Catena) et de Recques - Saint-Quentin-Blessy (match arrêté après une bagarre générale), des enquêtes sont en cours et les conclusions seront rendues d'ici quelques semaines.